

PROGRAMME DE RECHERCHES TERRITORIALISÉES EN RHONE-ALPES
« Formes de l'urbanité et dynamiques culturelles dans une métropole en chantier.
Pratiques et représentations à l'œuvre dans la région urbaine Lyon / Saint-Etienne. »

Compte-rendu de la première séance du séminaire de suivi du programme
3 novembre 2011
aux Archives municipales de Lyon

SOMMAIRE

Introduction : Hélène Hatzfeld (Ministère Culture et Communication, Département de la Recherche, de l'Enseignement Supérieur et de la Technologie).	p. 3
I. Intervention de Charles Ambrosino et Vincent Guillon (UMR PACTE). Projet : « <i>Scènes et milieux de la créativité métropolitaine à Lyon et Saint-Etienne</i> ».	p. 5
1) Une recherche qui s'insère dans les réflexions internationales sur la « <i>ville créative</i> »	p. 5
2) Entre culture, créativité et espace urbain : quels liens ? Quels effets ?	p. 5
3) Les arts numériques, à la frontière entre les mondes de l'art, de la science et des technologies de l'information et de la communication	p. 7
4) Méthodologie et calendrier proposés	p. 7
II. Intervention de Philippe Chaudoir (UMR Triangle), Maël Meralli-Ballou (CAUE du Rhône) et Josselin Bernède (OSL de Lyon). Projet : « <i>Les représentations du territoire métropolitain des lycéens à l'épreuve d'une action pédagogique : la métropole en mouvement</i> ».	p. 9
1) Une recherche articulée à une activité pédagogique	p. 9
2) La métropole vue par des lycéens, depuis deux lignes de transports en commun	p. 10
3) Etre dans une « <i>logique d'étonnement</i> » par rapport aux représentations des adolescents	p. 11
III. Intervention de Rémi Eliçabé et Amandine Guilbert (GRAC). Projet : « <i>Expérimentations culturelles dans les brèches de la métropole</i> ».	p. 12
1) Des expérimentations qui témoignent d'attachements singuliers avec le territoire	p. 12
2) « <i>Ensaucement des institutions</i> » et « <i>domestication des expérimentations</i> » : comment la métropole en chantier « <i>fait avec des pratiques qui la débordent</i> »	p. 13
3) La « <i>coproduction des savoirs</i> » comme méthode de recherche	p. 15
IV. Intervention de Theodora Manola et Nathalie Gourlot (Politopie). Projet : <i>Entre visions d'acteurs et représentations habitantes : quel(s) sens de la métropole ? Le cas de Lyon/Saint-Etienne</i>	p. 1
5	
1) Un projet revu en fonction des remarques du jury du PRT	p. 15
2) Les AMAP et les "Amapiens", des acteurs témoins de nouvelles manières de vivre en ville	p. 16
3) Le « <i>patrimoine gustatif</i> », élément important de l'identité métropolitaine naissante ?	p. 16
4) Méthodologie et phasage de la recherche	p. 17
V. Questions/Débat	p. 18
1) À travers quels publics aborder le fait métropolitain ?	p. 18
2) Questions de méthodes et de postures : le chercheur et son objet	p. 19
3) À propos du processus de métropolisation : échelles, potentialités, reconfigurations	p. 20
Conclusion : Hélène Hatzfeld	p. 23

LISTE DES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE

Présents :

Services de l'État :

- . Hélène Hatzfeld (Ministère de la Culture et de la Communication, Département de la Recherche, de l'Enseignement Supérieur et de la Technologie)
- . Pierre Bernard (Plan Urbanisme Construction, Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement)
- . Marina Chauliac (DRAC Rhône-Alpes)

Institutions Lyon / Saint-Etienne :

- . Anne-Catherine Marin (Archives municipales de Lyon)
- . Corinne Hooge (Direction de la Prospective et du Dialogue Public, Grand Lyon)
- . Cendrine Sanquer (Ville de Saint-Etienne, Direction des affaires Culturelles)
- . Anne Dubromel (directrice de la Région Urbaine de Lyon)
- . Richard Nordier (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise)

Chercheurs membres des équipes participant au programme :

- . Nathalie Gourlot (Géographe-Urbaniste, Atelier de recherche Politopie)
- . Théodora Manola (Architecte-Urbaniste, Atelier de recherche Politopie)
- . Charles Ambrosino (Maitre de conférences à l'Institut d'urbanisme de Grenoble, chercheur à l'UMR PACTE)
- . Vincent Guillon (Politologue, chercheur associé à l'UMR PACTE)
- . Josselin Bernède (Doctorant Cifre à l'UMR EVS et chargé d'études à Observatoire Social de Lyon)
- . Maël Meralli-Balou (Doctorant Cifre à l'UMR EVS, chargé d'études au CAUE du Rhône)
- . Philippe Chaudoir (Professeur en sociologie des politiques urbaines à l'Université Lyon 2, chercheur à l'UMR Triangle)
- . Anne-Sophie Haeringer (Sociologue et anthropologue, chargé de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action)
- . Rémi Eliçabé (Sociologue, chargé de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action)
- . Amandine Guilbert (Sociologue et anthropologue, chargé de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action)

Autres :

- . Bruno Voisin (Sociologue)
- . Catherine Foret (Géographe-Sociologue, chargée du secrétariat scientifique du PRT)

Excusés :

Tristan Vuillet (Archives municipales de Lyon), Piérane Gausset (Musées Gadagne), Xavier de la Selle (directeur du Rize, Ville de Villeurbanne), André Bruston (ex-directeur du Plan Urbain), André Micoud (Sociologue, ex-Directeur du CRESAL), Laurent Devisme (Urbaniste, Laboratoire LAUA, ENSA Nantes), Marie-Christine Couic (Sociologue-Architecte-Urbaniste, BazarUrbain)

Absents mais intéressés au programme :

Pierre Suchet (Grand Lyon), Jean-Marc Valentin (Grand Lyon), Marc Villarubias (Ville de Lyon), Sophie Lacroix (Ville de Lyon), Raphaël Jourjon (Ville de Saint-Etienne), Juliette Morain (Ville de Villeurbanne), Christophe Béтин (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de la Loire), François Portet (Ethnologue), Jean-Paul Dumontier (L'usine sans fin, ex-Président du Pôle en urbanisme de Lyon), Emmanuel Cellier (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Olivier Roussel (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Bruno Delas (Mission patrimoine, Ville de Lyon et Grand Lyon), Pascale Simard (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Luc Gwiazdzinski (Géographe, Laboratoire PACTE, Université Joseph Fourier, Grenoble), Julie Corteville (Directrice du Musée de la photographie), Marie-Christine Jaillet (Géographe-Urbaniste, Centre Interdisciplinaire de Recherches Urbaines et Sociologiques, Université de Toulouse II Le Mirail), Mélusine Coelho (Association APPIEU Mille feuilles), Sophie Barthelet (DREAL Rhône-Alpes), Fabien Bressan (Robin des Villes), Dominique Belkis (Anthropologue, Centre Max Weber, Université Jean Monnet, Saint-Etienne), Christelle Morel-Journel (Géographe, UMR EVS, Université Jean Monnet, Saint-Etienne).

INTRODUCTION (HELENE HATZFELD)

Pour ouvrir cette première séance d'un séminaire qui va se poursuivre tout au long du PRT (soit sur 4 séances, jusqu'en octobre 2013), Hélène Hatzfeld rappelle la genèse et l'esprit de ces *Programmes de Recherches Territorialisées*. À l'origine, en 2001, ce sont deux ministères, celui de la Culture et de la Communication, et celui de l'Équipement et du Logement¹ qui ont lancé cette dynamique, en vue de développer des réflexions partagées sur les questions urbaines et les questions culturelles, essentiellement sous un angle ethnologique. D'autres organismes se sont rapidement joints à l'initiative (DIV, FASILD, Jeunesse et Sports, Caisse des Dépôts et Consignations...), qui a abouti au lancement, au niveau national, d'un programme interministériel de recherche incitative intitulé « *Cultures, ville et dynamiques sociales* » ; programme qui s'est déroulé sur plusieurs années, a associé de nombreuses équipes de recherche et a donné lieu à trois ouvrages de synthèse.²

Les PRT sont des applications territoriales de cette dynamique nationale : existant depuis 2005 en Ile de France et en Rhône-Alpes (et également, sous forme moins aboutie, en Lorraine et Languedoc-Roussillon), ils visent à **encourager des travaux en sciences humaines et sociales sur des questions intéressant directement les collectivités locales et les acteurs de la ville et de la culture**. Pour cela, ils sont co-construits par des comités de pilotage qui rassemblent des représentants des services de l'État et des acteurs locaux, autour de thématiques particulièrement vives sur le territoire concerné.

Dans la région lyonnaise, un premier programme portant sur « *Les enjeux culturels et urbains du travail de mémoire* » s'est déroulé entre 2005 et 2008³. Il visait à éclairer les conditions dans lesquelles les processus mémoriels « travaillent » la Cité. Dès ce premier programme, des questionnements avaient émergé, dans l'appel à projets comme dans les recherches, autour de « *ce qui fait métropole* », et en particulier des questions d'urbanité et de pratiques culturelles à cette échelle. Le second programme, lancé par appel à projets en mars 2011⁴ met en résonance ces trois thématiques (métropolisation, urbanité, dynamiques culturelles), en vue d'éclairer plus précisément le processus métropolitain — la métropole n'étant pas prise comme un fait existant, mais comme un « *chantier* » en cours, fruit de dynamiques sociales autant qu'institutionnelles. En quoi ce processus transforme-t-il le territoire ? Comment ce mouvement est-il vécu ? Qu'est-ce qu'il apporte aux citoyens, usagers, habitants... ?

Il s'agit donc dans ce programme de faire apparaître les aspects encore méconnus de l'urbanité dans le cadre d'une ville diffuse, polycentrique. Et de mettre en relation cette notion d'urbanité avec les cultures de la ville, les cultures urbaines qui participent au phénomène de métropolisation. L'idée étant de ne pas se focaliser sur les logiques économiques ou de planification qui produisent la métropolisation « *par le haut* », mais au contraire de s'intéresser à ce qu'on a appelé la métropolisation « *par le bas* » : celle qui est produite par les habitants, les étudiants, les enseignants, les artistes... qui font la métropole « *avec leurs pieds et dans leur tête* ». Il s'agit également de distinguer ce qui se passe aux marges de cette métropole en formation, du côté des lieux ou des gens qui ne participent pas à ce mouvement général ou s'en sentent exclus.

L'enjeu du programme n'est pas seulement de mobiliser le milieu de la recherche, mais aussi les villes, les territoires qui se pensent comme parties prenantes de la métropole : faire tenir ensemble les réflexions et les intérêts d'élus, de responsables techniques ou opérationnels et ceux des chercheurs, de façon à ce que tous puissent se retrouver dans les questions posées et les apports des recherches qui vont être conduites, en dépassant les visions disciplinaires ou territoriales de chacun : tel est le projet.

Ce qui est attendu, c'est bien le fait de produire ensemble de nouveaux savoirs, dans une logique de « *territoire apprenant* » — les membres du comité de pilotage du programme postulant que les savoirs ne sont pas produits seulement par des acteurs scientifiques, mais aussi par des « *amateurs* », des profanes, des réseaux sociaux, etc. D'où l'importance de ce séminaire de suivi du programme, dont l'objectif est double : faire en sorte que les équipes retenues en juin dernier apprennent les unes des autres, s'interpellent ; et que les acteurs membres du comité de pilotage s'approprient les questionnements et les apports des chercheurs. Le tout en établissant des liens avec d'autres programmes de recherches nationaux portant sur des thématiques proches — notamment le programme POPSU⁵, porté par le PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture), qui s'intéresse aux liens entre universités, territoires et société

¹ Devenu depuis Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

² « *Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville* » (dir. Jean Métral, Editions du Ministère de la Culture et de la Communication, 1997 ; « *Cultures en ville ou de l'art du citoyen* » (dir. Jean Métral, Editions de l'Aube, 2000 ; « *Des cultures et des villes, mémoires au futur* » (dir. André Bruston, Editions de l'Aube, 2005).

³ Le texte de l'appel à projets, ainsi que les rapports des recherches qui ont été réalisées dans ce cadre, sont téléchargeables sur le site

http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/culturesenville/fr/territoire_ra.html

⁴ Téléchargeable sur le blog du PRT Rhône-Alpes : <http://prtra.hyptheses.org/>

⁵ Plateforme d'observation des projets et des stratégies urbaines.

de la connaissance.

Quatre équipes de recherche ont été retenues⁶ dans le cadre du présent PRT, par le jury réuni le 9 juin 2011 à Lyon :

- Le GRAC (Groupe de recherche action), pour le projet « *Expérimentations culturelles dans les brèches de la métropole* ».
- L'UMR⁷ PACTE, associée à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, pour le projet « *Scènes et milieux de la créativité métropolitaine à Lyon et Saint-Etienne* ».
- L'Atelier de recherche Politopie, pour le projet « *Entre visions d'acteurs et représentations habitantes : quel(s) sens de la métropole ? Le cas de Lyon/Saint-Etienne* ».
- L'UMR Triangle, associée à l'UMR Environnement Ville Société, à l'OSL (Observatoire social de Lyon) et au CAUE du Rhône (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement), pour le projet : « *Les représentations du territoire métropolitain des lycéens à l'épreuve d'une action pédagogique : la métropole en mouvement* ».

Toutes quatre sont appelées aujourd'hui à présenter leur projet de recherche (sachant que deux d'entre elles ont été sollicitées durant l'été 2011 pour revoir leur problématique et/ou leurs méthodologies de manière à mieux prendre en compte la dimension métropolitaine, selon les vœux du jury). L'enjeu de cette première séance étant de faire connaissance, de partager des questionnements sur les problématiques et les méthodologies proposées et de commencer à creuser quelques hypothèses sur la manière dont interagissent métropolisation, reconfigurations de l'urbanité et dynamiques culturelles, sur le territoire considéré.

I. INTERVENTION DE CHARLES AMBROSINO ET VINCENT GUILLON (UMR PACTE). PROJET : « Scènes et milieux de la créativité métropolitaine à Lyon et Saint-Etienne ».

Les deux chercheurs, qui précisent qu'ils engagent avec le projet retenu par le PRT leur première expérience de direction de recherche, évoquent d'abord quelques-uns de leurs travaux précédents ou en cours, ayant un lien avec la thématique du PRT. Ils précisent également le contexte théorique dans lequel s'inscrit leur projet.

1) Une recherche qui s'insère dans les réflexions internationales sur la « ville créative »

Charles Ambrosino a notamment réalisé une thèse sur l'articulation entre la dimension réticulaire (les réseaux, le capital social) et la dimension territoriale de la création artistique. Il a à cette occasion proposé le concept de « *quartier artistique* », à partir d'une monographie sur la ville de Londres. Vincent Guillon questionne de son côté la dimension métropolitaine de la gouvernance culturelle, postulant « *l'effacement progressif d'une partie des politiques culturelles au profit d'une nouvelle forme de gouvernance qui tirerait sa rationalité d'un discours sur la culture.* »

Le projet de recherche qu'ils ont présenté dans le cadre du PRT est porté par plusieurs disciplines différentes. Parmi les chercheurs auxquels se réfère l'équipe figurent notamment :

- . Thomas Hutton, géographe économique qui a mené des recherches comparées entre Toronto, Vancouver, Londres, Singapour..., sur la réinsertion de l'économie créative, et plus généralement de la nouvelle économie, dans les "*innercities*", les péricentres urbains anciennement industriels. Il met en scène la réapparition de districts post-industriels dans les systèmes de production métropolitains ;
- . Richard Llyod, auteur d'une thèse et de divers travaux sur la « néobohème », menés dans une perspective plus ethnographique ; il a notamment montré, à propos d'un quartier de Chicago, comment la collusion existant entre production et consommation de culture, par un groupe social particulier, crée des « territoires culturels » et marque ces derniers, sociologiquement autant qu'économiquement ;
- . Terry Clark, qui, à l'occasion de ses travaux sur les scènes urbaines, insiste lui aussi sur la collusion entre production et consommation de culture sur des lieux particuliers. Il explique notamment qu'un équipement culturel peut être un musée, un théâtre..., mais aussi un bar, ce qui contribue à étendre le champ des possibles pour définir l'identité culturelle d'un territoire.
- . Myrtille Roy-Valex, chercheuse québécoise qui s'est penchée sur l'industrie du jeu vidéo à Montréal ; elle se pose la question de la ville créative en analysant les parcours de vie de travailleurs créatifs dans ce secteur et tente de repérer les interactions entre les ressources métropolitaines, l'espace et les acteurs de cette industrie.

⁶ Parmi les 10 qui avaient fait des propositions.

⁷ Unité Mixte de Recherche.

Des passerelles seront établies entre le projet présenté pour le PRT et les réflexions menées au niveau national dans le cadre de la Plateforme d'observation des projets et des stratégies urbaines (POPSU) animée par le PUCA, et à laquelle participe le Grand Lyon. Charles Ambrosino est en effet mobilisé au titre des experts de POPSU Europe, dont le thème actuel est « *La ville et les créateurs* » et dont Lyon sera une des villes d'accueil. Il est également impliqué dans le programme POPSU 2 à Lyon et à Grenoble, ville à propos de laquelle il questionne le lien entre milieu innovateur et société locale.

2) Entre culture, créativité et espace urbain : Quels liens ? Quels effets ?

Dans le cadre du travail à mener sur Lyon et Saint-Etienne, les deux chercheurs veulent creuser la question du lien entre milieu créatif donné et le fait métropolitain — si tant est qu'il existe. Ils rappellent que tout un champ de recherche pluridisciplinaire se mobilise actuellement pour essayer de comprendre **ces liens complexes qui existent entre culture, créativité et espace urbain**. Trois types d'effets émergent de ces analyses :

- **Des effets de milieux** : le géographe nord-américain Richard Florida a expliqué dans un livre devenu un best seller aux Etats-Unis⁸ que le développement territorial n'était plus tant lié à la capacité des métropoles à attirer des entreprises (et donc des emplois), qu'à leur capacité à attirer une frange spécifique d'habitants — qu'il qualifie de « *classe créative* ». Mais l'économie territoriale, la géographie économique et une partie de la sociologie, en insistant sur les « *effets de milieux* », montrent aujourd'hui qu'on ne peut pas se contenter de ce type d'analyse. Chaque territoire est marqué par des règles, une histoire, des réseaux, qui se constituent dans le temps, dans l'espace, avec des institutions... « *Tout un ensemble d'effets que l'on ne peut pas balayer parce qu'une classe hypermobile viendrait à être attirée sur ce territoire* ». L'effet de milieu peut s'opérer de deux manières, rappelle Charles Ambrosino : à l'échelle des districts, des clusters (des champs spécialisés de production, qualifiés par la fameuse « *atmosphère* » ou « *ambiance industrielle* » dont parle l'économiste britannique Alfred Marshall), et à l'échelle urbaine (par un ensemble de « *liens faibles* » que vont tisser entre eux des groupes constitués).

- **Des effets de lieux**. Le développement de l'économie créative s'appuie sur un certain nombre de ressources (la présence d'une bibliothèque, par exemple), qui sont intimement liées aux propriétés dont dispose un territoire, à la singularité de celui-ci. De ce point de vue, on peut circonscrire l'espace urbain comme un « *patrimoine cognitif* », ensemble de ressources dans lequel chacun peut puiser.

- **Des effets de culture**. La dimension culturelle spécifie les territoires de manière opérante, pour attirer des capitaux ou des hommes. Richard Florida met l'accent à ce sujet sur la qualité des lieux, et notamment la qualité des espaces publics. Plus globalement, on voit aujourd'hui une évolution, dans la littérature scientifique, d'une position qui insistait sur la mobilisation, pour changer l'identité d'un territoire, d'équipements culturels iconiques (de type musées), vers une approche plus complexe. « *Pour se positionner en termes de lieu attractif, il faut aussi être capable d'agir sur le paysage, sur l'espace public, sur la capacité d'une ville à proposer de l'interaction de manière qualitative — l'art et la culture ayant un rôle important à jouer en la matière* ».

C'est en fonction de ces analyses que l'équipe de PACTE a retenu **deux postulats**, sur lesquels fonder la recherche proposée :

- les milieux créatifs existent, et ils organisent des parcelles de l'innovation, autant dans la production que dans l'innovation sociétale ;
- l'échelle métropolitaine peut être pertinente pour observer et comprendre les interactions qui s'opèrent au sein de ces milieux, et les processus d'ancrage des individus et des institutions sur le territoire considéré.

Il en découle **deux séries de questions** :

- Comment s'organisent ces milieux? Quelle est leur structuration professionnelle et interprofessionnelle ? Autrefois les industriels voyaient se sécréter le capital social à travers la famille ; désormais, les villes, à travers les institutions qui les portent, ont elles-mêmes à sécréter ce capital social. Comment s'opèrent les liens entre les milieux constitués et les institutions qui portent certains champs d'activité ?
- Comment ces milieux mobilisent-ils les ressources métropolitaines ? (question qui suppose au préalable d'identifier, de cartographier ces ressources : équipements, espaces porteurs d'une certaine ambiance, lieux précis dans ce qui pourrait faire métropole...). Comment les membres de ces milieux interagissent-ils avec l'espace urbain ? Il s'agira à ce sujet de rendre plus construite l'idée de « *scènes urbaines* », comme témoins de l'inscription de réseaux sociaux dans l'espace, mobilisateurs de ressources, d'interactions, d'échanges.

⁸ *The Rise of the Creative Class* (2002)

3) Les arts numériques, à la frontière entre les mondes de l'art, de la science et des technologies de l'information et de la communication

Pour aborder le champ de questionnements évoqué ci-dessus, l'équipe a décidé de centrer la recherche sur les « arts numériques », tels qu'ils se configurent dans la région métropolitaine Lyon / Saint-Etienne. Qu'entend-on par « arts numériques » ? Très généralement : un ensemble de créations artistiques utilisant un support numérique et l'ordinateur dans l'acte créatif. Parce qu'ils se réfèrent à « des œuvres multimédia fondées sur des combinaisons créatrices entre art et technologie », parce qu'ils semblent engager « une redéfinition des frontières entre les mondes de l'art, de la science et des nouvelles technologies de l'information et de la communication » — un point qui est justement au fondement de la « ville créative » — ces arts apparaissent comme une entrée pertinente pour aborder les questions que l'équipe souhaite éclairer. Ces échanges entre artistes, chercheurs, informaticiens... ne sont pas dirigés, en effet, « vers un résultat unique qui serait l'œuvre d'art », explique Vincent Guillon, mais « vers une œuvre frontière », dont la caractéristique serait de se déployer à l'intersection de mondes sociaux très différents : culturels, scientifiques, technologiques. C'est du moins une hypothèse avancée par l'équipe. Celle-ci a également été intéressée par le fait que les arts numériques semblent assez intégrés territorialement — un critère de choix lorsqu'on veut s'intéresser à l'interaction entre l'organisation d'un milieu et un espace métropolitain. Par ailleurs, l'intégralité de la chaîne liée aux arts numériques (conception, production, diffusion, commercialisation) semble présente dans la métropole Lyon / Saint-Etienne : on peut repérer localement différents moments qui participent tous à la valorisation de ces arts numériques et à leur intégration territoriale

C'est en raison de ces différentes caractéristiques que l'équipe a revu le projet initialement présenté au PRT, qui proposait de mener la recherche autour de deux types d'activité : le jeu vidéo et le design. Ce choix risquait en effet d'aboutir à la réalisation de deux monographies — ces deux entrées étant très liées à leurs territoires respectifs, Lyon d'un côté, Saint-Etienne de l'autre. Le choix de se centrer sur les arts numériques présente l'avantage d'éviter ce risque de fragmentation *a priori* du territoire, de restreindre le champ d'investigation, de le spécifier, sans exclure les domaines pressentis initialement, ni les partenaires de recherche qui avaient été sollicités par l'équipe : l'association AADN (Association pour le développement des arts et cultures numériques), la Cité du design et Imaginove (Pôle de compétitivité / cluster des filières de l'image en mouvement, qui fédère plus de 200 entreprises rhônalpines).

4) Méthodologie et calendrier proposés

La recherche s'appuiera sur une enquête ethnosociologique, autrement dit une méthode qui croise les techniques de l'ethnographie (récits de vie et observation) avec les cadres interprétatifs de la sociologie. Elle privilégiera une entrée par le monde quotidien de la vie et du travail. Empirique, l'investigation aura pour point de départ les « travailleurs créatifs » (autrement dit « toutes les personnes engagées professionnellement dans la conception, la production, la création, la diffusion des arts numériques »), leurs conditions d'activité, les représentations qu'ils ont de cette activité, aussi bien que les espaces sociaux et territoriaux dans lesquels ils s'inscrivent et qu'ils contribuent à construire. La démarche d'enquête cherchera à articuler des parcours individuels et des parcours organisationnels, « pour essayer de comprendre comment ces mondes sociaux se structurent, puis se stabilisent dans le temps ». Une place conséquente sera accordée à l'analyse de l'espace, de ses ressources, à la façon dont sont pratiqués les lieux. L'enquête procédera d'une méthodologie qualitative appuyée sur une étude de cas approfondie — une posture qui paraît d'autant plus importante aux chercheurs que la recension des écrits sur leur objet « témoigne d'un foisonnement de postulats théoriques, mais d'un ancrage empirique assez faible et d'une relative rareté d'études de cas fines. »

La technique ethnographique des récits de vie a été retenue car elle semble adaptée pour permettre de révéler les articulations entre les différents univers de l'existence d'un individu (le temps du travail, le temps de la sociabilité, le temps de la consommation, le temps des pratiques culturelles...)

— univers qui paraissent particulièrement imbriqués dans les domaines d'activité considérés. Les entretiens biographiques approfondis constitueront donc la source première mobilisée pour ce travail, ce qui pose la question de l'échantillonnage de l'enquête à mener. L'échantillon des enquêtés témoignera d'une « représentativité théorique » (au regard de l'objet de la recherche) et non pas statistique. Il sera construit à partir de critères raisonnés, bâtis à la fois dans un objectif de similitudes, mais aussi de différences, « afin de voir ce qu'il y a de général dans chaque cas particulier » et de pouvoir dresser au final un tableau assez fidèle du monde social étudié. Il sera construit progressivement, sa structure et sa taille n'étant fixées qu'au terme du processus, une fois atteinte une « saturation acceptable » de la connaissance de l'objet de recherche (lorsque les chercheurs « estimeront avoir suffisamment de renseignements et n'apprendre plus rien de nouveau concernant l'objet de leurs investigations »). L'équipe estime qu'il devrait porter sur 30 à 40 entretiens biographiques — hors « entretiens de cadrage » qui permettront de préparer ceux-ci. La construction de cet échantillon reste à affiner, mais quelques pistes peuvent être avancées. Trois variables socio-démographiques traditionnelles seront retenues : le genre, le statut civil et l'âge. Les chercheurs seront également attentifs à faire varier les situations d'insertion et de

professionnalisation au sein des mondes de l'art, en prenant en compte le capital réputationnel de leurs informateurs et l'ancienneté de ces derniers dans le type d'activité considéré. Enfin, la localisation des informateurs au lieu de résidence sera prise en compte, « *afin de couvrir de manière la plus exhaustive possible la région métropolitaine* ». L'information permettant de construire cet échantillon sera récoltée à partir de plusieurs sources : les partenaires identifiés que sont l'AADN, la Cité du design et Imaginove, auxquels s'ajouteront d'autres contacts, parmi les organismes qui structurent les milieux créatifs locaux ; Internet et les réseaux sociaux seront également explorés. Parallèlement aux entretiens, des techniques complémentaires de recherche seront utilisées : observation directe d'événements sociaux liés à ces milieux créatifs et analyse sensible de l'espace public — celle-ci pouvant trouver une traduction au niveau de réalisations cartographiques.

Le calendrier prévu pour la recherche est le suivant :

- de novembre 2011 à février 2012 : construction des outils théoriques, recherche bibliographique, entretiens préliminaires permettant de construire l'échantillon et d'avoir une meilleure connaissance de l'état des arts numériques dans la métropole ;
- de février à juin 2012 : enquête de terrain, réalisation des entretiens, observation d'espaces... ;
- de novembre 2012 à mars 2013 : finalisation et rédaction du rapport de recherche.

Sont également prévus, pour valoriser et mettre en débat les questions soulevées par la recherche, deux temps de séminaire, en février 2012 et en mars 2013. À cette occasion, l'équipe envisage de mobiliser des experts, notamment Guy Saez (membre de l'UMR PACTE, qui travaille sur les politiques culturelles) ; Elsa Vivant (de l'Institut Français d'Urbanisme, auteur d'un livre intitulé « *La ville créative* ») ; et un expert international, Franco Bianchini, un des pionniers de cette notion de « *ville créative* ».

II. INTERVENTION DE PHILIPPE CHAUDOIR (UMR TRIANGLE), MAËL MERALLI-BALLOU (CAUE DU RHONE) ET JOSSELIN BERNEDE (OSL DE LYON). PROJET : « *Les représentations du territoire métropolitain des lycéens à l'épreuve d'une action pédagogique : la métropole en mouvement* ».

Le CAUE du Rhône, au travers de l'embauche d'un doctorant en CIFRE⁹ (Maël Meralli-Ballou), a choisi de sensibiliser les habitants du territoire au phénomène de métropolisation. Cela passe par différentes actions : création et animation d'un blog (*Echos de métropole, réflexions partagées sur la métropole lyonnaise*, <http://echosdemetropole.caue69.fr/>), concours d'étudiants, exposition..., et par une activité pédagogique intitulée « *La métropole en mouvement* » — qui doit servir de support au projet de recherche présenté dans le cadre du PRT.

1) Une recherche articulée à une activité pédagogique

L'action pédagogique consiste à emmener des élèves (principalement des lycéens) sur la ligne de tram T3 (Part-Dieu/Meyzieu zone industrielle), pour leur montrer comment le phénomène de métropolisation se matérialise concrètement. Pour les chercheurs, deux objectifs sont poursuivis :

- mieux connaître les représentations à l'œuvre dans le milieu adolescent, comprendre comment celles-ci se structurent, à partir du vécu et de la pratique territoriale des jeunes (qu'est-ce qui fait métropole pour eux) ;
- saisir dans quelle mesure l'activité pédagogique (qui propose une représentation normative du territoire, appelée ici « *représentation de référence* ») influence leurs représentations initiales du territoire (dites « *représentations naturelles* »).

Pour atteindre ces objectifs, l'équipe va travailler sur les représentations « *mentales* » et « *sociales* » des élèves ; le premier terme renvoyant au fait « *d'évoquer des objets en leur absence* », le second étant employé « *lorsque un certain nombre de représentations se recourent* ».

Deux théories sont à la base de ce projet :

- celle dite du « *noyau central* » (Abric, 1984¹⁰), qui doit permettre de comprendre comment se structurent les représentations sociales des adolescents (quels sont les éléments communs à l'ensemble des élèves — faisant partie du « *noyau central* » —, et quels sont les éléments périphériques, liés à chaque condition personnelle) ;

⁹ Convention industrielle de formation par la recherche.

¹⁰ Un auteur qui s'est interrogé sur la structure même de la représentation sociale et a mis en évidence la composition de celles-ci en éléments nucléaires autour desquels se tisse un ensemble d'éléments-tampons, ou périphériques. Le noyau central est un sous-ensemble de la représentation composé d'un ou de quelques éléments dont l'absence déstructurerait ou donnerait une signification radicalement différente à la représentation dans son ensemble. Le Noyau Central de la représentation est celui qui résiste le plus au changement. Il est constitué d'éléments non-négociables, stables et cohérents entre eux. Source : <http://www.psychoweb.fr/>

- celle des « *principes organisateurs* », qui doit permettre de comprendre comment chaque élève se positionne par rapport à la représentation de son territoire : Est-ce un positionnement positif, négatif ? Et comment ces jeunes réinjectent-ils ces représentations dans leurs pratiques ?

L'équipe s'appuiera sur les méthodes de la géographie sociale, pour travailler sur un ensemble de « *marqueurs territoriaux* » : les lieux, les jeux symboles, les rituels, les services qui permettent de structurer les représentations du territoire.

Le projet de recherche se base sur deux hypothèses :

a- Le territoire vécu structure beaucoup plus les représentations « *naturelles* » des adolescents que le territoire métropolitain global : les chercheurs considèrent que les élèves doivent avoir des pratiques métropolitaines pour être en mesure de se représenter le territoire en question. Pour valider, infirmer ou confirmer cette hypothèse, ils travailleront à partir de critères considérés comme représentatifs d'un vécu métropolitain :

- l'environnement urbain (représenté par la localisation de l'établissement), en partant du principe qu'il y a des environnements plus « *métropolitains* » que d'autres ;
- la mutation de cet environnement : en partant du principe qu'un environnement urbain en mutation est plus révélateur du phénomène de métropolisation qu'un environnement qui ne bouge pas ;
- les ressources sociales individuelles des élèves ;
- la mobilité résidentielle de chaque élève.

b- Deuxième hypothèse, liée à l'activité pédagogique : l'assimilation de la « *représentation de référence* » dépend de son niveau de proximité avec les « *représentations naturelles* » des élèves. Autrement dit : il faut avoir des représentations qui s'approchent du territoire métropolitain pour pouvoir entendre et accepter la représentation qui est transférée au travers de l'activité pédagogique.

2) La métropole vue par des lycéens, depuis deux lignes de transports en commun

Le protocole de recherche se déroulera en deux phases, sur deux années scolaires : 2011-2012 et 2012-2013. La 1^{ère} année se déroulera autour de l'activité pédagogique en cours sur la ligne T3. La deuxième année, un travail sera mené sur une autre ligne de transports en commun, assurant la liaison Lyon/Givors. C'est pour répondre aux remarques du jury du PRT et mieux prendre en compte la complexité des représentations à l'échelle métropolitaine que l'équipe a proposé de travailler, dans une logique « *comparative* », sur le secteur Lyon/Givors — « *un espace rotule, lieu intermédiaire, à la charnière de Lyon et Saint-Etienne* ».

Chaque année, cinq établissements seront impliqués, localisés dans différents environnements urbains, en mutation ou pas, en centre ville, en périphérie urbaine ou en milieu rural. Pour l'année 2011-2012, sont concernés le lycée Récamier (situé vers Perrache), le lycée Lacassagne et le collège Dargent (vers La Part-Dieu), le lycée Lumière (à la limite entre Lyon 8^{ème} et Vénissieux) et le lycée professionnel Charpak (à Châtillon-sur-Chalaronne) — tous établissements qui ont déjà travaillé avec le CAUE et sont intéressés par la démarche. Pour l'année suivante, un travail sera mené avec le Rectorat pour mobiliser des enseignants volontaires dans d'autres établissements.

L'activité pédagogique se déroule en 3 étapes : dans un premier temps, les élèves sont emmenés sur la ligne de transports en commun, accompagnés par Maël Meralli-Ballou ; ils sont invités à observer (à l'aide d'un livret pédagogique) « *comment la ville s'articule, se crée, depuis le secteur de La Part-Dieu (avec son centre d'affaires, ses caractéristiques d'hyperconnectivité...), jusqu'au Carré de Soie (marqué par le renouvellement urbain et l'inscription dans le développement de l'Est lyonnais) et à Meyzieu zone industrielle, aux confins de l'agglomération ; où l'on se rend compte que la ville ne s'arrête pas, mais que des connections se poursuivent avec un territoire beaucoup plus large, au travers de la navette Rhône-Express, du lien avec l'aéroport Saint-Exupéry, des parkings relais, etc.* ». Ensuite, Maël Meralli-Ballou intervient en classe, pour un apport plus théorique sur le phénomène de métropolisation Lyon / Saint Etienne. Puis les élèves produisent un travail sur leurs représentations du territoire métropolitain, sous des formes diverses, adaptées selon les niveaux et les matières étudiées, mais qui doivent toutes aboutir à une exposition collective entre les établissements associés.

Le recueil de données pour la recherche s'effectuera en quatre étapes :

- passage d'un questionnaire préalable à l'activité pédagogique : il doit permettre de recueillir un maximum d'informations sur les « *représentations naturelles* » (quelles sont-elles ? sur quels pratiques, vécus se fondent-elles ?) et de faire émerger des données sur les ressources sociales et la mobilité résidentielle des élèves ;

- observations de terrain : les sociologues de l'OSL observeront comment réagissent les élèves à l'apport de connaissance (comment la confrontation se fait-elle entre « *représentations naturelles* » et « *représentation de référence* » ?) ;
- entretiens individuels approfondis : ils viseront à compléter les données sur les « *représentations naturelles* » (au travers des parcours de vie, trajectoires...) et à comprendre comment l'activité pédagogique a influencé (ou pas) ces dernières. L'équipe prévoit d'interroger 4 élèves par lycée, soit 20 élèves par an ;
- analyse des rendus des élèves : très variés, ces derniers pourront se présenter sous forme plastique (pour les classes d'art plastique), sous forme de rédaction (classes de français), de cartes mentales (classes d'histoire-géographie)... ; il s'agira de comprendre à travers cette analyse comment les « *représentations naturelles* » et la « *représentation de référence* » s'articulent.

3) Etre dans une « *logique d'étonnement* » par rapport aux représentations des adolescents

Philippe Chaudoir explique que la recherche proposée se revendique comme « *modeste* » : elle ne veut pas extrapoler, par les résultats qu'elle va produire, des éléments incontournables et définitifs sur la question de la métropolisation. Mais plutôt investiguer des points précis : d'une part la question de la métropole « *ordinaire* », celle de « *pratiques discrètes, banales* » du territoire métropolitain. Avec la volonté d'articuler représentations et pratiques, « *à partir de l'un des deux éléments moteurs de ce qui peut construire des représentations : l'habiter et la mobilité* ». En l'occurrence, il s'agira de comprendre « *comment la mobilité crée un espace représentationnel à travers les transports.* »

Par ailleurs, l'équipe ne prétend pas travailler sur une métropole « *enveloppe* », constituée, définie, mais sur une métropole « *processus* » — dont elle essayera d'observer la constitution ou non dans les représentations, à travers les pratiques de transports, chez une population spécifique : celle des jeunes lycéens. Ceci dans une logique ouverte, « *d'étonnement possible par rapport à la réalité.* »

Par rapport aux remarques qui ont été faites lors du jury du PRT, l'équipe assume le fait qu'elle va travailler dans un cadre imposé (l'activité pédagogique), qui implique peut-être des biais, mais qui a l'avantage de permettre de maîtriser un certain nombre de paramètres, et donc de réfléchir à ces biais potentiels. Ceci dit, les chercheurs réfléchissent à des modalités permettant de **donner aux lycéens un rôle plus actif** que prévu initialement. Cela passera notamment par la valorisation interne de leurs travaux collectifs (qui constitueront un matériau de recherche complémentaire), par un affinage des questionnaires (avec des ouvertures plus importantes sur les modes de vie des élèves) et du livret donné aux lycéens. Enfin, les chercheurs savent qu'ils n'occuperont pas une place neutre dans le dispositif d'accompagnement des élèves : ils s'appuieront pour leurs analyses sur les éléments théoriques disponibles à propos de la notion « *d'observation participante* ».

III. INTERVENTION DE REMI ELIÇABE ET AMANDINE GUILBERT (GRAC). PROJET : « *Expérimentations culturelles dans les brèches de la métropole* ».

Rémi Eliçabé resitue la proposition faite pour le PRT au sein d'un travail que l'équipe du GRAC mène depuis 2006 sur la question de « *l'expérimentation en ville* ». C'est dans le cadre d'un programme de recherche du PUCA sur la citoyenneté urbaine que l'équipe a commencé de travailler sur ce sujet, à partir de situations de mobilisations collectives contre des opérations de rénovation urbaine dans des grandes métropoles, en France et au Canada. Mobilisations qui avaient comme spécificité de « *lier la radicalité de la critique du phénomène de métropolisation à une pratique de l'espace urbain ordinaire* ». Les chercheurs ont ensuite poursuivi leurs réflexions dans le cadre d'un appel d'offres du programme « *Concertation, décision, environnement* » du Ministère de l'écologie, cette fois autour de l'expérimentation écologique. La recherche proposée dans le cadre du PRT poursuit ce travail au long cours sur « *le rapport entre l'ordinaire et la radicalité* », en s'intéressant cette fois à des expérimentations culturelles et artistiques conduites sur le territoire de la région urbaine Lyon / Saint-Etienne.

1) Des expérimentations qui témoignent d'attachements singuliers avec le territoire

Les expérimentations en question ont pour première caractéristique de « *s'adosser à des expériences vécues du territoire, de prendre en compte les inscriptions locales, celles des habitants d'une ville, celles des usagers de tel lieu culturel, celles d'artistes en prise avec leur environnement* ». Ce faisant, elles viennent « *mettre en cause la logique du détachement au centre de l'espace public républicain, cette figure du citoyen pensé comme détaché de ses milieux sociaux, culturels et des territoires vécus dans lesquels il s'inscrit* ». Qu'il s'agisse de rock indépendant, de cinéma expérimental ou d'activités culturelles autour de

l'histoire de la mine, ces expériences s'appuient en effet « *sur les attachements singuliers que les individus nouent avec le territoire — attachements pratiques (liés à ce qu'ils font concrètement dans les espaces), mais aussi affectifs, idéologiques : ce qu'ils aiment, ce qu'ils veulent pour ces territoires, les solidarités qu'ils développent à cette occasion, ainsi que la portée contestataire de ces dernières* ».

Les chercheurs du GRAC postulent que l'espace des flux créé par la métropolisation vient redoubler cette logique du détachement de l'espace public républicain : la métropole, telle que pensée habituellement, dessinerait un espace urbain dont la fonction est principalement de faciliter la circulation en son sein (circulations des marchandises, des fluides, mais également des passants, des usagers). « *Ce qui construit la ville moderne, c'est sa capacité à ordonner le réel urbain selon un double principe d'illimitation et d'inscription dans des réseaux globaux* ». Les acteurs des expérimentations auxquels s'intéresse le GRAC développent un discours et des pratiques qui mettent en cause cette dynamique des flux et qui s'insinuent dans ce que les chercheurs appellent des « *brèches de la métropole* » (une notion encore provisoire, qui sera précisée au cours de la recherche, à partir des interrogations des acteurs eux mêmes). On pourrait ainsi voir à travers ces expérimentations « *comment la métropole peut aussi produire des attaches dans les plis, en dehors, et parfois même contre les réalisations métropolitaines et les transformations du territoire que celles-ci inaugurent* ». Des attaches à préserver avec le passé minier à Saint-Etienne ; à créer avec les exclus de la métropole (à l'instar des sans papiers par exemple), ou avec d'autres lieux culturels que ceux qui sont promus par les institutions en charge du développement métropolitain.

Trois terrains ont été choisis pour conduire cette recherche, trois « *hauts lieux* », au sens de la définition avancée par André Micoud (à la fois exceptionnels, exemplaires, expérimentaux) — sachant que ces lieux fonctionnent en lien avec d'autres expériences, qui seront analysées de manière moins approfondie, de manière à étayer les hypothèses de recherche :

- Le collectif **Avataria**, association de rock indépendant qui organise depuis plusieurs années un festival au Musée de la mine de Saint-Etienne, tout en essayant, au-delà de cette manifestation publique, de créer des solidarités locales — y compris avec une profondeur historique, puisque l'association met en rapport le passé minier de la ville avec le côté contestataire de la culture rock.

- **Grnd Zero**, collectif lyonnais qui organise depuis sept ans des concerts de musique "underground", ainsi que des résidences d'artistes : le collectif a squatté un premier lieu à Gerland, avant d'entamer des négociations avec la mairie pour obtenir des lieux pérennes d'installation ; il a obtenu la cogestion du *Rail théâtre* à Vaise, et l'usage d'une friche industrielle à Gerland, dans le cadre de baux précaires qui arrivent à leur terme fin 2011.

- Le collectif **Dodeskaden**, né en avril 2010 suite à la fermeture du cinéma d'art et d'essai lyonnais CNP Odéon. Le collectif, qui se définit comme *Zone Artistique Expérimentale*, a occupé un théâtre à la Croix-Rousse pendant deux mois. Il ne dispose plus de lieu *ad hoc*, mais s'installe ponctuellement dans des espaces publics, des squatts, toujours de manière temporaire, pour diffuser du cinéma expérimental.

Les expériences en question « *ne doivent pas être vues comme des initiatives forcloses sur un environnement hyperlocalisé* », explique Rémi Eliçabé. « *Il ne faudrait pas conclure hâtivement à une forme d'archaïsme, d'immobilité, à l'heure des investissements labiles de l'espace des flux* ». Si les acteurs s'organisent à une échelle de proximité (le milieu culturel alternatif d'une ville, le milieu des squatts, le réseau du Musée de la mine...), ils circulent également à d'autres échelles, vers d'autres expériences — lorsque tel festival, concert ou projection rassemble des artistes du monde entier, attire un public venant de différentes régions, ou encore lorsque telle initiative menée à Saint-Etienne est reproduite ou diffusée à Lyon. Le territoire concerné par ces expérimentations (et donc par la recherche) est celui qui est ouvert par ces circulations effectuées au quotidien, de proche en proche. Ses limites ne sont jamais fixées par avance et sa consistance, ses qualités, vont se reconfigurer au gré des expériences. « *Ce n'est donc pas de la métropole comme une pure abstraction dont il sera question dans la recherche, mais de la métropole en chantier, usitée, habitée ; des réalisations pratiques et des redéfinitions du territoire que celles-ci engagent, pour des collectifs qui tentent d'expérimenter de nouvelles manières de faire dans le domaine culturel* ».

2) « *Ensaucement des institutions* » et « *domestication des expérimentations* » : comment la métropole en chantier « *fait avec des pratiques qui la débordent* »

La proposition consiste à interroger la métropole « *par ses creux, dans ses marges, mais tout en restant bien dans le tissu métropolitain : il ne s'agit pas de se pencher sur une alternative à la métropole* ». Dans ce cadre, l'hypothèse principale avancée par les chercheurs est la suivante : si le phénomène de métropolisation s'articule autour de « *lieux phares* » faits d'aéroports, de grands parcs, de quartiers d'affaires, de projets de rénovation urbaine ou d'événements culturels, dans lesquels se développent de nouveaux modes d'urbanité, « *ceux-ci peuvent aussi être pris à revers de la célébration à laquelle ils donnent lieu : à la circulation des migrants internationaux ou des touristes à l'aéroport Saint-Exupéry répond l'invisibilité et la relégation des sans papiers dans son centre de rétention ; à la création de la*

Sucrière, répond le déplacement forcé des travailleuses du sexe, malvenues dans le quartier de ce lieu culturel majeur ; à la réhabilitation de la gare de Chateaucieux, répond l'exclusion des SDF par les nouveaux équipements mis place (cf. la suppression des bancs publics autour de la gare) ». Autrement dit, si la métropole est bien faite d'usages et de manières d'habiter ou de se déplacer (elle ne se réduit pas à une entité abstraite), le phénomène de métropolisation se traduit aussi par le fait qu'il « rend la ville impossible à certains qui, jusque-là, trouvaient à faire avec la ville et avaient appris à composer avec l'urbanité. Le redimensionnement introduit par la métropolisation fragilise certains de ceux qui s'y tiennent, et les obligent à revoir leur manière de s'y tenir, à redéployer autrement leurs réseaux de solidarité pour continuer d'y vivre. »

L'équipe du GRAC propose donc d'interroger la métropole « là où elle est mise à l'épreuve par ceux qui lui résistent en même temps qu'ils peuvent en être exclus, par ceux qui élaborent des interstices leur permettant de l'habiter malgré tout ». En s'attachant ainsi à des acteurs qui défont et refont la métropole autrement, il ne s'agit pas pour les chercheurs de s'abstraire de la métropole, mais bien de se situer au plan des usages — quitte à ce que ceux-ci soient des contre ou mésusages (« qui disent donc par défaut ce qu'il en est de cet art d'habiter la métropole »). C'est moins à une critique générale de « la métropole dévoratrice des vies et des solidarités » qu'ils souhaitent s'intéresser, qu'à une critique qui répond terme à terme au processus réel de métropolisation : comment émerge, à travers les expériences analysées, « une autre version de la métropole, qui engage du faire, du défaire du refaire ».

Ces analyses seront menées à partir du champ culturel, considéré comme « l'un des domaines où la métropole est susceptible de s'incarner ». D'aucuns l'ont montré pour la ville : des manifestations et événements culturels peuvent « donner corps à la Cité. »¹¹ À l'échelle de la métropole, la culture est également mise en avant en tant que « creuset de la définition d'une culture spécifique » (Biennale d'Art Contemporain, à Lyon, Biennale du design à Saint-Etienne). Parmi les acteurs qui « ouvrent des brèches dans le processus de métropolisation », l'équipe s'intéressera donc plus particulièrement à ceux qui s'adonnent à des expérimentations dites culturelles — considérant que par cette « mise en culture », ils interrogent les formes de vie qu'engage la métropole, en même temps qu'ils en dessinent d'autres. « Ces acteurs peuvent se poser directement ou implicitement contre les événements promus par les instances métropolitaines ; à tout le moins, ils élaborent d'autres manières de lier culture et territoire, d'inscrire la culture au quotidien ». En témoignent, selon le GRAC, « toutes ces expériences qui maillent désormais le territoire de la région Lyon Saint-Etienne : la Friche RVI à Lyon — dont les locaux ont brûlé en décembre dernier — ; tous les squatts d'activité politique et culturelle ; la Friche Mavilor dans la vallée du Gier (qui n'existe plus non plus — le problème de la temporalité courte de tous ces lieux, qui par ailleurs sont parfois en demande d'institutionnalisation, étant aussi une question de recherche) ». Tous ces « hauts lieux » ne sont pas sans faire écho aux lieux-phares dans lesquels la métropole se cristallise : là comme ici, ce sont bien les usages qui sont mis en avant, quoique bien différemment. En interrogeant l'économie sur laquelle reposent ces hauts lieux (le prix libre par exemple ou le prix très réduit des activités, les collectifs affinitaires, l'engagement bénévole...) ; en décrivant la communication qu'ils mettent en œuvre (les radios associatives, les fanzines, l'affichage sauvage...) ; en s'intéressant à leurs modes d'organisation, les chercheurs du GRAC veulent montrer comment ces événements empruntent à la métropole certains de ses traits (la mobilité, la circulation des flux, la redéfinition des territoires...), pour faire valoir des modes de solidarité qui permettent « d'ouvrir des espaces habitables pour ceux que la métropole relègue ».

Ce n'est donc pas le face-à-face entre la radicalité et les logiques institutionnelles que l'équipe veut explorer : ce qui intéresse le GRAC, c'est la manière dont certains de ces collectifs entrent en relation avec les institutions, et la capacité des institutions en charge de la métropole à « faire avec des pratiques qui les débordent » ; ce que les chercheurs ont appelé dans leur proposition « l'ensauvagement des institutions », qui irait de pair avec la stabilisation ou la « domestication » de ces expérimentations.

3) La « coproduction des savoirs » comme méthode de recherche

En tant que coopérative de recherche, le GRAC a toujours valorisé une approche de la coproduction des savoirs, fondée sur l'idée que les chercheurs n'ont pas l'apanage de la production de connaissances : l'équipe tend vers de la recherche-action. Dans le cadre de ce projet, l'investigation passera à la fois par des ateliers de recherche (sortes de « focus groupes », ou entretiens collectifs, qui permettront de redéfinir les questions de recherche avec les acteurs concernés au fur et à mesure de l'avancement du travail) ; par des entretiens individuels (pour saisir les trajectoires d'engagement des acteurs) ; et par de l'observation. Les chercheurs de l'équipe pratiquent une sociologie très « ethnographique » : c'est par la coprésence, en tant que « chercheurs embarqués » lors de moments forts, mais aussi de moments du quotidien, qu'ils entendent approcher les usages singuliers que les individus font du territoire métropolitain. Cette éthique

¹¹ Voir à ce sujet les travaux de Philippe Dujardin sur le Défilé de la biennale de la Danse ou sur la Fête des Lumières.

du « *faire de la recherche avec* » sera également mise en œuvre pour éclairer la dimension historique de ces expériences, pour comprendre comment elles s'inscrivent dans une histoire (celle de la mine, celle des cultures alternatives, etc.)

IV. INTERVENTION DE THEODORA MANOLA ET NATHALIE GOURLOT (POLITOPIE). PROJET : *Entre visions d'acteurs et représentations habitantes : quel(s) sens de la métropole ? Le cas de Lyon/Saint-Etienne* »

L'Atelier de recherche Politopie est une jeune SARL qui regroupe des architectes, des géographes, des gens qui viennent de science politique ou de management public ; avec un point de travail commun : l'urbain, et plus précisément les questions environnementales dans l'urbain (au sens de l'environnement vécu et sensible). Trois chercheurs de l'équipe sont impliqués dans le projet présenté au PRT : Nathalie Gourlot, géographe, qui travaille notamment sur les questions de représentation de l'environnement ; Théodora Manola, architecte-urbaniste, qui travaille sur la question des paysages et celle des sens en ville ; et Mathilde Cordier, doctorante au Lab'Urba (Institut d'Urbanisme de Paris), qui travaille plus particulièrement sur la question de l'intercommunalité, a participé dans le cadre de sa thèse au programme POPSU sur le territoire lyonnais et va commencer un "post-doc" à Saint-Etienne.

1) Un projet revu en fonction des remarques du jury du PRT

Par rapport aux autres équipes retenues pour le programme, Politopie se trouve dans une position particulière, dans la mesure où le jury n'a accordé à l'équipe qu'un financement exploratoire, destiné à redéfinir le projet présenté initialement. Celui-ci avait été jugé intéressant sur le fond, en ce qu'il portait sur les représentations du territoire métropolitain, mais présentant des faiblesses en termes de problématique comme de méthodologie. Après un bref rappel du projet initial, Théodora Manola explique comment le projet a été reformulé, en fonction des remarques du jury. La nouvelle proposition part du même postulat que la précédente : « *s'interroger sur ce qui fait sens métropolitain revient à s'interroger sur les perceptions, les représentations et les imaginaires que les populations ont de ce territoire en construction* ». La recherche partira des représentations des « *territoires de vie* » d'un certain nombre d'habitants, pour voir si cette « *enveloppe immatérielle* » que constitue la métropole en formation existe, d'une manière ou d'une autre, dans les esprits.

Pour recentrer son projet, l'équipe a choisi de travailler avec une population susceptible de pouvoir témoigner plus aisément que d'autres du processus de métropolisation : celle de « *l'habitant associatif* » (et non pas de l'association comme acteur). « *La métropole étant avant tout un espace d'échanges et de réseaux, voire un relais privilégié de la démocratie, apte à favoriser l'expression citoyenne et l'émergence d'associations* », et ces dernières étant des vecteurs importants pour accompagner les changements de société, les chercheurs estiment « *que ces acteurs-là sont plus aisément parties prenantes du processus de métropolisation que d'autres habitants.* »

L'équipe a également choisi de resserrer la focale autour d'une thématique selon elle « *porteuse de sens pour la métropolisation* », ou pouvant aider à comprendre « *ce qui fait métropole* » pour les habitants : en l'occurrence **la question culinaire, gustative** — qu'elle a déjà eu l'occasion d'explorer dans le cadre de précédentes activités. Les chercheurs considèrent en effet que « *chaque territoire a son propre aménagement spatial, lié à son histoire, à sa géographie, aux populations qui l'habitent...* » ; et que chaque territoire a également sa propre « *identité culinaire, voire gustative* », qui peut être un élément fort des représentations habitantes de la métropole en gestation.

2) Les AMAP et les "Amapiens", des acteurs témoins de nouvelles manières de vivre en ville

D'où le choix de s'intéresser à un type d'acteurs particulier : les AMAP et les "Amapiens" (terme qui sera utilisé dans la recherche pour désigner les habitants participant à une AMAP, aussi bien les consommateurs que les producteurs). Les *Associations de maintien de l'agriculture paysanne* sont des structures relativement récentes en France : elles sont apparues en 2001 dans les Bouches-du-Rhône, bien avant dans d'autres pays, notamment au Japon d'où elles sont originaires. Elles reposent sur le principe d'un partenariat entre un groupe de consommateurs, formé en association, et un producteur agricole. Situées au cœur de réseaux alimentaires de proximité, intégrées dans une économie dite solidaire, elles véhiculent des valeurs comme l'échange, la solidarité, la convivialité. Elles s'inscrivent aussi dans ce qu'on l'on peut désigner comme de nouvelles manières de vivre en ville, ou de vivre l'urbanité, de vivre la ville contemporaine, qui se veulent plus "durables" (un aspect qui sera à questionner dans la recherche). L'équipe considère que ces associations constituent un témoin important, ordinaire, des évolutions des modes de vie, de ce qui fait l'urbanité aujourd'hui, et potentiellement de ce qui peut faire métropolisation — notamment par cette volonté affichée de consommation dite "durable". Elles favorisent la création de liens entre des acteurs de cette potentielle métropole (consommateurs et producteurs), qui n'étaient pas existants ou naturels auparavant. Elles font aussi, par ces liens, émerger des « *spatialités de*

proximité », dans cet espace métropolitain qui dépasse largement les découpages centres /périphéries ou l'échelle de la "ville-mère", pour constituer « *des systèmes beaucoup plus complexes de géographie informelle* ». Enfin, d'un point de vue contextuel, il se trouve que la Région Rhône-Alpes est aujourd'hui la première région en nombre d'AMAP en France, et l'un des leaders de l'agriculture biologique — une pratique dont les AMAP sont aussi porteuses.

3) Le « *patrimoine gustatif* », élément important de l'identité métropolitaine naissante ?

Trois hypothèses, qui seront précisées dans les mois qui viennent, sont au fondement de cette recherche :

a- La première met en lien le « *patrimoine gustatif* » et l'identité métropolitaine naissante : on peut considérer que la volonté des "Amapiens" de consommer de la nourriture produite localement peut être (aussi) le reflet d'une recherche ou d'une redécouverte d'une identité locale. Celle-ci pourrait éventuellement favoriser une géographie différente, dans la mesure où les lieux de consommation et de production sont mis en lien (si ce n'est par des liens physiques, du moins par des liens immatériels). Cette logique de recherche d'identité locale par la consommation est susceptible de favoriser un sentiment d'appartenance à ce que l'on pourrait nommer métropole. Autrement dit, « *le patrimoine gustatif local peut être l'une des composantes importantes de l'identité métropolitaine naissante.* »

b- On peut dire que les représentations de la métropole sont aussi les représentations de ses terroirs, qui sont très souvent associés à des goûts spécifiques et à des paysages qui leur sont propres. Par extension, les chercheurs avancent l'idée que la métropole serait aussi caractérisée, ou formée, par ces « *paysages gustatifs* » — qui sont notamment liés à la production, qui font en partie son identité et qui peuvent être ressources d'attractivité et de tourisme. L'hypothèse est donc que les paysages de la métropole, « *en tant que représentations habitantes spatialisées et situées* », sont aussi des « *paysages gustatifs* ».

c- Les AMAP peuvent être un moyen de réappropriation et de valorisation des territoires par et pour leurs habitants, voire un facteur de « *satisfaction territoriale* » ou encore de bien-être. De plus, les relations de proximité et de partage entre habitants et agriculteurs-producteurs peuvent favoriser une prise en considération des mutations en cours dans cet "espace-enveloppe" qu'est la métropole en chantier (entre le centre et les périphéries par exemple). Elles peuvent favoriser « *une prise de conscience d'enjeux métropolitains* » comme l'agriculture, l'alimentation, l'entraide, la solidarité. Les modes de consommation engagés et locaux contribueraient alors non seulement à la mise en valeur des territoires métropolitains en tant que tels, mais aussi à « *l'émergence d'une vision métropolitaine* », chez les publics concernés.

4) Méthodologie et phasage de la recherche

La recherche se déroulera en deux phases :

- la première, exploratoire, sera destinée à stabiliser la problématique et tester les hypothèses avancées ci-dessus. Elle consistera en un rapide état des lieux sur les AMAP du territoire Lyon / Saint-Etienne, à partir de l'étude de blogs (qui existent souvent dans ce genre d'associations) et de la littérature scientifique existant sur le sujet. Puis un test de 5 entretiens semi-directifs sera mené auprès d'Amapiens (dont au moins un producteur), l'objectif étant de valider une série de critères de choix des AMAP et des Amapiens, de conforter les hypothèses, stabiliser la grille d'entretiens et cibler les acteurs à choisir sur le territoire métropolitain.

- La seconde phase sera consacrée à l'enquête proprement dite : passation et analyse d'entretiens semi-directifs auprès d'une trentaine d'Amapiens appartenant à 5 ou 6 AMAP. Les entretiens alterneront questions ouvertes et fermées, ils seront réalisés en face à face direct chez les habitants ou dans les locaux de l'association, et enregistrés.

Deux critères sont envisagés pour choisir les AMAP qui constitueront le terrain de cette recherche, parmi les 200 (environ) qui existent sur le territoire de la région urbaine : le type d'activités des associations — qui va de la simple vente de paniers à l'organisation de soirées et débats, avec des modalités d'engagement social et politique différentes ; et la localisation dans l'espace de ces AMAP, qui renverra a priori à des profils de populations différentes. En la matière, différentes données seront prises en compte : le degré d'éloignement de Lyon et Saint-Etienne, mais aussi de tout autre pôle urbain important ; le caractère de ces espaces (urbains périurbains ou ruraux) et une accessibilité plus ou moins importante en transports en commun. Concernant le choix des Amapiens, les chercheurs seront vigilants au statut de producteur ou de consommateur, à l'appartenance ou non au bureau de l'AMAP (qui sous-tend un type d'engagement différent), à l'ancienneté d'adhésion à l'AMAP et aux catégories d'âge — de manière à disposer au bout du compte d'un échantillon le plus diversifié possible.

V. QUESTIONS/DEBAT

Les échanges avec le public présent lors de ce séminaire ont beaucoup porté sur des questions de méthode, et plus précisément, sur l'adéquation entre les méthodologies proposées par les équipes et les enjeux métropolitains sur lesquels des éclairages sont attendus par les partenaires du PRT. À travers ces questionnements, c'est plus généralement le problème de **la posture des chercheurs par rapport à leur objet** qui a été discuté, et celui de **la définition même de la métropole en chantier**, de ses limites, des acteurs « ordinaires » qui participent à sa construction ou à sa reconfiguration permanente.

1. À travers quels publics aborder le fait métropolitain ?

Les quatre recherches qui seront conduites en parallèle dans les mois qui viennent vont travailler avec différents publics (des professionnels des arts numériques, des lycéens, des personnes engagées dans des actions culturelles alternatives, des "Amapiens") — à partir desquels les chercheurs font l'hypothèse qu'ils pourront mieux comprendre la manière dont le processus de métropolisation s'opère « *par le bas* », autrement dit à travers les pratiques et les représentations ordinaires de la région urbaine Lyon / Saint-Etienne. Chaque équipe est consciente que, ce faisant, elle cible une petite partie de la population du territoire considéré et qu'il conviendra de bien garder à l'esprit cette limite dans l'interprétation des données recueillies. Ceci dit, le choix de ces populations "cibles" intéresse les partenaires du PRT, dans la mesure où il renvoie à des enjeux métropolitains importants et complémentaires — que ce soit les transports, l'agriculture et l'alimentation, l'éducation ou les activités culturelles.

« Le resserrement du projet PACTE sur les arts numériques est plutôt heureux, car c'est un domaine qui émerge. On a peu d'informations sur le fonctionnement de ce secteur » estime ainsi Corinne Hooge.

« Choisir les AMAP et les Amapiens, c'est entrer dans la métropole par un sujet dont on ressent qu'il est majeur, au Grand Lyon et à la Région Urbaine de Lyon », considère Anne Dubromel. *« Un sujet que l'on voit apparaître, aussi, lorsque l'on se met en position de travailler en prospective : l'un des grands enjeux de demain sera l'enjeu alimentaire. Une grande métropole durable devra être capable de "faire sa cuisine". (...) À condition de dire sans ambiguïté que les AMAP constituent un terrain d'observation privilégié, qui ne résume pas tout l'enjeu agricole, ni toute la métropole, que l'on n'a pas de prétention à un propos universel, le projet proposé est très intéressant ».*

« Nous avons montré, en travaillant sur la gastronomie, que si Lyon avait été élue capitale de la gastronomie, c'était bien en raison de la grande diversité des terroirs dont la ville est entourée, une diversité typique de cette région urbaine. La proposition renvoie donc à un aspect identitaire fort à l'échelle métropolitaine, qui n'est pas seulement "lyonno-centré". » ajoute Corinne Hooge, à propos du projet de Politopie. *« Ceci dit, il faut établir une distinction entre agriculture locale et AMAP. Le Rhône compte beaucoup de marchés de producteurs, et des grandes surfaces travaillent avec des producteurs locaux. Les AMAP ne sont qu'une des façons d'aborder l'agriculture périurbaine. En se centrant sur elles, on vise une population éduquée. Mais elles sont bien implantées: c'est une clef d'entrée significative, dans le contexte local ».*

Aucune des recherches proposées ne vise à la représentativité de LA population métropolitaine — ce qui serait bien impossible, avec les méthodes qualitatives sur lesquelles l'appel à projets insistait. L'idée est plutôt d'assumer le fait que l'on cherche à accéder à des connaissances sur un phénomène complexe, en portant la focale sur des publics particuliers :

« Comment accède-t-on au phénomène métropolitain aujourd'hui ? A travers des instances dont on connaît les limites : les conseils de développement par exemple, les différentes modalités par lesquelles s'organise le débat public en France » explique Philippe Chaudoir. *« Nous proposons simplement un accès différent (par les pratiques), avec un public spécifique. Sachant qu'il y aurait bien d'autres publics à investir : on pourrait par exemple s'intéresser à la métropole des mères de famille... ».*

Ce qui est attendu de la part des partenaires du PRT, à travers le croisement de ces approches partielles et complémentaires, ce sont des connaissances qui vont les aider dans la conduite des politiques publiques. Charge à eux d'en tirer « *des enseignements sur la façon de présenter le phénomène métropolitain, sur le vocabulaire que nous employons, par exemple dans les actions à mener en direction des jeunes* » (Anne Dubromel). Et ce pourrait être l'un des effets du séminaire de suivi du programme que de « *pointer quels sont les publics ou les éléments de connaissances qui manquent pour compléter l'image* ».

2. Questions de méthodes et de postures : le chercheur et son objet

De nombreuses questions ont porté sur des points précis de méthodologie :

- . Quels critères de sélection sont prévus pour choisir tel ou tel lycée, telle ou telle AMAP, tel ou tel enquêté ? Et comment entrer en contact avec les personnes ?
- . Qu'entend-on exactement par "récits de vie" et quel usage en faire ? Ne s'agit-il pas plutôt d'entretiens qualitatifs ? non directifs ? (Marina Chauliac)
- . Faut-il multiplier les récits de vie individuels (qui éclaireront plutôt plus la notion de carrière professionnelle) ou croiser certains récits pour appréhender le processus de métropolisation ? Et comment prendre en compte la porosité des frontières entre vie professionnelle et vie personnelle, qui semble forte dans les milieux créatifs ? (Richard Nordier)
- . Comment articuler l'approche sensible des lieux avec les récits de vie, comment saisir des aspects immatériels liés aux arts numériques ? Et quel apport est escompté de la cartographie ? (Pierre Bernard)

Mais c'est surtout la question du positionnement des chercheurs par rapport à leur objet qui a fait débat, avec des interrogations sur les notions « *d'observation participante* » ou de « *coproduction des savoirs* ».

- . Quid des séminaires ou ateliers de recherche, tels qu'ils sont proposés dans le courant du travail ? Avec qui seront-ils conduits ? Dans quel but ? Et à quel moment de la recherche ? » (Marina Chauliac)
- . Ne prend-on pas le risque, à travers ces dispositifs, d'influencer les personnes que l'on interroge par ailleurs ? Qu'en attendent les chercheurs et comment conçoivent-ils leur intervention dans ces lieux de discussion ? S'agit-il de confronter leurs hypothèses avec les parties prenantes du projet de recherche ? De recueillir des données, ou bien de faire de la pédagogie, de nourrir le milieu ? (Corinne Hooge)
- . Comment travailler avec les enseignants ? Avec ou sans leurs élèves ? En quoi l'enseignant peut-il influencer la recherche ? Et quelle dynamique de classe est créée ? On ne peut pas envisager l'élève comme une entité isolée. Quid du groupe que construit la classe ? Les élèves interagissent, s'influencent mutuellement... (Marina Chauliac)

Formés aux méthodes des sciences humaines et sociales, les chercheurs sont bien conscients de la nécessité d'analyser leur propre place dans les dispositifs d'enquête. Et ils estiment être armés pour cela. Tous ont précisé qu'ils s'engageaient dans ces travaux « *sans présupposés* » quant à ce que les publics considérés peuvent avoir comme représentations de l'espace métropolitain. Prêts à l'invalidation de leurs hypothèses ou postulats, ils considèrent disposer de suffisamment d'expérience pour prendre de la distance par rapport aux représentations et aux imaginaires dont ils sont eux-mêmes porteurs. Plusieurs d'entre eux ont défendu les logiques de « *recherche action* » ou de « *coproduction* » qu'ils proposent, en rappelant qu'elles imposaient évidemment « *d'autres règles que les règles surplombantes de la recherche fondamentale* ». (Philippe Chaudoir)

« *Conduire des séminaires c'est pour nous, construire une intelligibilité collective. C'est la force de "l'in situ" : être dans un même espace au moment où l'on se parle, faire se rencontrer les gens sur un territoire.* » (Charles Ambrosino)

« *Il existe aujourd'hui une rupture très forte entre les représentations du fait métropolitain et la réalité des pratiques. En réfléchissant à la "médiation urbaine" comme acte volontaire de mise en relation entre la "métropole enveloppe" (qui existe comme un fait, une évidence institutionnelle) et les représentations polymorphes des acteurs de la ville (qui peuvent paraître absurdes, scandaleuses, de l'ordre de l'incivisme ou de la méconnaissance), on se donne les moyens d'accéder à des perceptions métropolitaines peu explorées. (...) En prenant en compte, bien sûr, la question de la dynamique de groupe : on ne considère pas chaque groupe d'élèves comme une entité finie, on travaille sur un processus de construction de la représentation, à des étapes différentes. Ce qui implique un vrai travail d'interprétation par rapport au cadre dans lequel s'expriment les élèves.* » (Philippe Chaudoir)

« *Les expérimentations que nous suivons ont des difficultés à garder des traces de leur action : d'où l'enjeu de la coproduction des connaissances. L'espace ouvert par la recherche est l'occasion de compiler des connaissances, de remonter le fil de ces expérimentations.* » (Amandine Guilbert)

3. À propos du processus de métropolisation : échelles, potentialités, reconfigurations

Les débats ont aussi permis d'amorcer une réflexion sur le fond, autrement dit sur le processus même de métropolisation, sur ce qu'il engendre et sur la manière dont il est (ou non) perçu, affecté, reconfiguré par les pratiques des publics considérés. Les participants sont ainsi revenus sur plusieurs des hypothèses avancées par les équipes — qu'il sera intéressant de confirmer ou d'infirmer au fil de l'avancée des travaux.

a- Concernant **l'échelle du processus de métropolisation et les moyens de l'approcher**, les échanges ont permis de réaffirmer que l'enjeu du programme était bien de saisir un vaste territoire, sans limites précises. Il ne s'agit pas de concentrer les investigations sur les zones densément urbanisées, ni même sur « *la ville d'hier, avec ses centres et ses périphéries* » (Charles Ambrosino), mais de comprendre, à partir des pratiques et des représentations des catégories d'acteurs choisies, quel est le territoire en jeu. D'où l'importance de « *sortir de cette idée selon laquelle la métropole existe déjà comme un milieu défini, clos* » (Hélène Hatzfeld). Concernant les professionnels des arts numériques par exemple, on peut penser qu'ils sont nomades, qu'ils ont des expériences dans différents lieux géographiques. Auquel cas « *le territoire révélé par leurs pratiques serait « éclaté », en lien avec des villes comme Genève, Milan, voire des espaces plus lointains..., dessinant une métropole transfrontalière* ». Comment les chercheurs vont-ils saisir ce « *rapport au dehors* » qu'entretiennent les acteurs qu'ils vont interroger ? (Corinne Hooge) Au travers des récits de vie ? Par une approche de leurs parcours professionnels ?

Il semble en tout cas qu'il faille aborder la question de manière très ouverte dans les entretiens, en se demandant « *quels sont les lieux et les temps de l'interaction* » entre les acteurs et le territoire (Charles Ambrosino), « *sans sectionner les temps de travail, de consommation, de sociabilités, de pratiques culturelles..., mais au contraire en cherchant à révéler leurs articulations (...) et en considérant bien que la métropolisation, c'est aussi le fait d'être inscrit dans un réseau de métropoles. Ceci pris en compte, il n'empêche que les usages s'inscrivent dans des espaces. Les artistes, à l'échelle européenne, sont en effet nomades, mais ils conservent des interactions fonctionnelles avec la métropole ; la dimension de la quotidienneté est quand même ancrée sur des lieux. La recherche s'intéressera aux interactions de face-à-face dans ces lieux. Elle s'appuiera notamment sur l'analyse sensible, les méthodes de qualification des ambiances et des usages, la cartographie..., pour essayer de comprendre les liens entre un milieu et l'espace dans lequel celui-ci prend place* ». (Vincent Guillon).

Même approche pragmatique nécessaire en ce qui concerne le rapport entre les « *terroirs* », les « *paysages gustatifs* » mis en jeu autour du phénomène AMAP et la dimension métropolitaine. D'une part, « *il n'est pas évident que les AMAP produisent du terroir. Il faudrait voir si cette notion de "produits du terroir" est affichée comme telle, revendiquée par ces collectifs* » (Marina Chauliac) ; d'autre part, il conviendra d'être prudent « *sur l'idée que l'on pourrait passer facilement de la logique locale des AMAP à l'échelle métropolitaine* », estime Hélène Hatzfeld. « *J'attends de voir, à travers cette recherche, ce qui fait métropole dans la tête des gens. Quel imaginaire ont les "Amapiens" de ce qu'ils produisent ou consomment ?* »

b- Concernant **les liens entre métropolisation et travail de mémoire**, Marina Chauliac fait un parallèle entre les terrains proposés par le GRAC et des expériences qu'elle a vues à l'œuvre ailleurs, dans un contexte de désindustrialisation. « *En Lorraine, on voit émerger de petits groupes de gens s'appuyant sur des lieux en friches, revendiquant des liens avec le travail de la mine. Nombre de descendants de mineurs se retrouvent dans ces groupes et revendiquent ces filiations ; ils s'approprient à travers l'acte artistique le travail de leurs pères ou grands-pères. Ce qui fait penser à une dette artistique, de reconnaissance* ». Le travail de mémoire pourrait alors être analysé comme l'une des modalités permettant de se « *réapproprier un territoire* ». Le GRAC précise à ce sujet que ce qui intéresse l'équipe, ce n'est pas tant la question des origines familiales, de la filiation, que celle des « *trajectoires d'engagement, ici et maintenant* ». « *Ce n'est pas forcément parce qu'on est fils ou petit-fils d'ouvrier qu'on investit un lieu industriel. Parfois, c'est juste parce que le lieu est disponible. À la Friche RVI, ou dans le collectif multigénérationnel En roue libre, on observe une grande diversité de profils : certains ont un attachement familial, d'autres ont fait des études d'histoire...* » (Amandine Guilbert) . « *Ce qui nous intéresse, c'est ce que décrit Walter Benjamin à propos de l'actualisation de l'histoire. Le choix du collectif Avataria devrait permettre d'éclairer cette actualisation de la mine, avec tous les déplacements opérés, sur le territoire d'aujourd'hui. Comment font les acteurs avec ce passé-là, comment ils le rendent présent, comment l'histoire leur donne des prises pour agir, pour redéfinir des lieux, des déplacements...* » (Rémi Eliçabé)

c- Concernant **les potentialités offertes par la métropolisation**, Pierre Bernard estime qu'il serait important que les chercheurs éclairent « *l'univers de choix* » ouvert par ce processus à certains acteurs. Il semble que « *la condensation de populations dans certains lieux, à certains moments, produise des phénomènes culturels, des objets éphémères... qui disparaissent, se reforment ailleurs... Quelles conditions facilitent ces émergences ? L'échelle métropolitaine représente-t-elle un potentiel pour l'apparition de ces structures alternatives ?* ».

Dans le même ordre d'idées on peut se demander si « *l'effet territoire* » peut jouer, concernant le développement des arts numériques (Corinne Hooge), ou « *comment la ville, à travers ses aménités, sert de trame productive à des activités créatives* » (Guillon). En la matière, des éléments de réponse ont été apportés par Charles Ambrosino à partir des travaux qu'il a menés sur Londres, pour essayer de comprendre comment le "webdesign" était né là-bas dans les années 1995-96 : contrairement à l'idée selon laquelle ce secteur d'activité aurait pris son essor à Londres en raison de la présence de la City (qui aurait eu besoin de développer des interfaces avec le reste du monde), la recherche a montré que c'était

l'existence dans cette ville du plus grand "hub" de production publicitaire qui était à l'origine du phénomène. « *Il y avait donc à la fois, dans ce cas, un effet territoire et un effet capitale.* »

Rémi Eliçabé avance pour sa part l'idée que « *le potentiel de la métropole serait contenu dans la conflictualité qu'elle produit* », en soulignant, à propos des expérimentations que le GRAC a choisi de suivre, qu'elles « *sont toutes nées de conflits* » autour d'un problème d'hébergement. « *Tous ces lieux-là ne trouvent pas leur place dans la métropole. Quand Grnd zero se crée, c'est contre la métropole* ». Ce qui renvoie à ce que décrit bien le philosophe Jacques Rancière : comment émerge, de temps à autre, dans la Cité, « *un moment politique qui vient reconfigurer l'ordre policier* ». Sur ce point, Corinne Hooge se demande si les expérimentations évoquées se font contre la "métropole" ou contre la gestion publique — ce qui n'est pas la même chose. Parle-t-on de la métropolisation au sens de la compétition économique, qui abolit les frontières et donne la priorité à certains secteurs économiques forts, ou bien de la construction métropolitaine au sens d'un réseau territorial maillé d'infrastructures et de services ? « *Ce que j'entends de votre projet de recherche, c'est une mise en discussion des standards posés à l'échelle mondiale (le niveau de sécurité, les bonnes conditions de circulation)..., tous ces critères qui qualifient des métropoles internationales.* » Des critères dont l'application, à différents niveaux, « *modifient les pratiques, du passant, de l'habitant...* », répond Amandine Guilbert. « *Les dispositifs "anti-gens", la vidéosurveillance, la régularisation du trafic routier... ont des incidences sur la pratique concrètes d'un lieu* ».

d- Pour mieux comprendre **les interactions constantes entre les pratiques culturelles "alternatives" et le phénomène de métropolisation**, il serait intéressant de voir les travaux d'Elsa Vivant sur les « *lieux off* » de la vie culturelle, estime Vincent Guillon. « *Elsa Vivant montre comment ces expériences participent pleinement du processus de métropolisation : elles projettent la métropole à l'extérieur, à travers des réseaux internationaux qui ne sont pas à la marge* » mais qui constituent, à l'instar des « *nouveaux bohémiens* » décrits par Richard Lloyd, le public de certains quartiers "branchés" des grandes villes post-industrielles. Effectivement « *Grnd zero est un bon exemple de ces expériences qui viennent croiser les réseaux "mainstream" des cultures urbaines. Ce genre de lieu s'oppose à la métropolisation, au sens de la gouvernementalité définie par Michel Foucault* », explique Rémi Eliçabé. Leurs promoteurs proposent des conduites qui n'ont pas cours ailleurs (la gratuité, la non sécurité...) et « *des textes militants, radicaux, qui associent la métropolisation au contrôle social* »¹², à travers toutes les techniques visant à surveiller ou ficher les individus. Des réflexions que l'on peut mettre en relation avec les travaux d'Henri Lefebvre, sur la critique de la métropole comme nouveau lieu de l'exploitation — « *quand l'usine devient la ville* ». Dans le même ordre d'idées, Bruno Voisin s'interroge sur le type « *d'engagement* » des "Amapiens" : « *De quel registre militant relève-t-il exactement ? Voit-on émerger là de nouveaux engagements métropolitains, que l'on pourrait opposer ou mettre en lien avec les engagements publics des années 1960-70 ?* ».

Ce qu'il faudrait comprendre, c'est comment les structures, les groupes d'acteurs qui vont être étudiés, « *font territoire* ». « *Sans doute pas toujours à travers des logiques hostiles. La manière dont les AMAP, par exemple, trouvent leurs "Amapiens", renvoie à la problématique de l'institutionnalisation des associations et de "l'ensauvagement" des institutions avancée par le GRAC* », souligne Hélène Hatzfeld. Et Pierre Bernard de rappeler que "l'institutionnalisation" des associations ne se fait pas forcément en relation avec les institutions : elle peut se faire aussi « *de manière endogène ; il suffit de penser à toutes les structures militantes qui se sont embourgeoisées, fossilisées* ». Il faudrait alors s'interroger sur la notion même "d'institution" — qui ne désigne pas nécessairement une structure administrative. Corinne Hooge note par exemple, à propos du projet conduit par l'équipe PACTE, que le fait de partir des associations qui structurent le milieu des arts numériques « *va sans doute caractériser le fait métropolitain "par le haut" — pas au sens du gouvernement métropolitain, mais au sens des acteurs organisés qui agissent sur le territoire : il faudra avoir conscience de cette limite. On verra moins à travers cette approche les "creux", dans le domaine de la ville créative, que les éléments de structuration du milieu.* »

CONCLUSION (HELENE HATZFELD)

Hélène Hatzfeld se félicite d'abord de la diversité des approches qui ont été présentées et estime que le programme a gagné au "reformatage" de certaines recherches, suite aux remarques du jury. Différentes dynamiques culturelles vont pouvoir être observées à travers les recherches, des cultures numériques aux pratiques alimentaires ou de mobilité. La représentante du Ministère de la Culture synthétise ensuite les débats de la journée, en insistant sur plusieurs points qui pourront alimenter les réflexions à venir.

- À propos de la notion de métropole : les équipes ont bien pris en compte qu'il s'agissait dans ce programme de s'intéresser à **la métropole comme processus** et pas comme abstraction, comme institution existante, ou comme un territoire prédéfini, avec des frontières. Les débats ont permis d'insister sur le fait que le phénomène ne se situe pas qu'au niveau local, mais qu'il peut comporter des **dimensions internationales et des transformations**, que l'on cherche à percevoir. Ils ont aussi mis en avant l'idée que les territoires qui participent au fait métropolitain ne sont pas définis seulement du point de vue spatial,

¹² Comme par exemple le texte « *La fête est finie* », qui décrit la reconfiguration de Lille après 2004 et qui circule beaucoup dans ces milieux culturels alternatifs.

mais aussi par **le temps, l'histoire, les mémoires et l'imagination** ; et enfin, que la métropolisation peut être approchée à travers des « brèches », des « interstices », **des conflits, des regards critiques**, qui définissent en quelque sorte une métropolisation « à l'envers », avec « du faire, du défaire, du refaire ». Autant d'aspects qui interrogent l'utilité épistémologique qu'il y aurait, finalement, à conserver le terme de « métropole »...

- À propos des **catégories** utilisées par les chercheurs, on peut se demander « comment définir les métropolitains ». Est-ce par leurs fonctions ? (on a parlé de professionnels des arts numériques, mais ceux-ci sont en relation avec des amateurs..., qui jouent quels rôles ?). Est-ce à travers des catégories sociologiques (habitants, adolescents mères de famille...) ? Est-ce à travers des usages, ou des pratiques (de consommation, de production, de déplacements...). On a vu également émerger des catégories politiques (citoyens, militants...). Sont-elles utiles ? Que met-on derrière ce terme : des citoyens abstraits, ou porteurs de caractéristiques sociales ? Définis par leurs engagements multiples ?

- Un autre débat a porté sur **les rapports entre institutions, organisations et individus** : il faudrait continuer de réfléchir à ce sujet. Quelles interactions existent entre les institutions d'une part, les pratiques et représentations individuelles, d'autre part, dans la manière de faire métropole ?

- Toute une série de questions ont porté sur **les interactions entre les chercheurs et leurs terrains**, qui ont témoigné d'une diversité de points de vue : entre l'idée de coproduction, de coprésence, de « recherche action », le fait que les chercheurs peuvent ne pas être « surplombants », certains se définissant même comme « chercheurs embarqués »..., le PRT peut être l'occasion de revisiter différentes façons de faire de la recherche.

- A également été soulignée la possible **dimension critique de la recherche** vis-à-vis des processus institués, des catégories, des manières de penser et de faire métropole, des oppositions entre institutions et marges... Les projets présentés insistent sur l'importance de « l'ordinaire », du « banal », de toutes ces pratiques qui permettent de voir le surgissement de nouveaux modes de vie ou de pensée, et qui ont une incidence sur l'ordre institué, sur ce qui est pensé comme métropole toute faite. Ont été avancées à ce sujet les notions de « mise à l'épreuve », de « débordement », de ruse, pour « faire la métropole autrement »...

Pour la suite du programme, Hélène Hatzfeld fait part des prévisions financières du comité de pilotage du PRT, qui devrait pouvoir prendre en charge en 2012 les deux recherches financées sous forme de test en 2011 (celles de Triangle et de PolitoPie). Elle précise également le **calendrier des séances à venir du séminaire** de suivi du programme, qui pourrait s'organiser comme suit :

- une séance en **avril ou mai 2012**, qui permettra de revenir sur les hypothèses des équipes, à partir des premières investigations, lectures, mises en pratique de leurs options méthodologiques ;
- une séance en **octobre 2012**, qui devrait aider les équipes à élaborer le rendu intermédiaire de leurs travaux ;
- une séance en **avril 2013**, pour les aider dans le rendu final ;
- et une séance de valorisation de l'ensemble des recherches, auprès d'un public élargi, à **l'automne 2013**.

Les participants seront invités par la Région Urbaine de Lyon, qui assure le secrétariat administratif du PRT. Le compte-rendu des séances sera adressé à tous et publié sur le blog du PRT (<http://prtra.hypotheses.org/>), afin de favoriser la continuité de la réflexion collective tout au long du séminaire.
